

DECISION DU PRESIDENT

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DE MARCHÉ POUR LE DESAMIANTAGE DU PLAFOND DES SANITAIRES HOMMES DANS LE CADRE DE LA RENOVATION DU SIEGE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINT-FULGENT-LES ESSARTS

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la nécessité de procéder au désamiantage du plafond des sanitaires hommes dans le cadre de la rénovation du siège de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts, Considérant la consultation lancée auprès de deux candidats avec une remise des offres fixée au 04 novembre à 12h00,

Considérant le rapport d'analyse des offres et les critères d'attribution (60% prix et 40% valeur technique),

Considérant l'offre de l'entreprise CTCV de Saint-Hilaire-de-Riez (85) pour un montant de 9 961.04 € H.T. comme économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer à l'entreprise CTCV de Saint-Hilaire-de-Riez (85) le marché relatif au désamiantage du plafond des sanitaires hommes dans le cadre de la rénovation du siège social de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Fulgent Les Essarts pour un montant de 9 961.04 € H.T.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 06 décembre 2024

Le Président
Jacky DALLET



